

Dusan Sidjanski

Professeur à l'Université de Genève et professeur associé à l'Institut universitaire d'études européennes

Monsieur le Président, mesdames, messieurs, mes amis, je ne voudrais pas m'adresser à vous aujourd'hui en tant que professeur, je fais cela toute l'année et toujours. Permettez-moi de parler en tant qu'Européen. Je voudrais rappeler qu'au départ au Congrès de la Haye il y avait une division entre deux tendances, la tendance unioniste, défendue essentiellement par les Anglais et un groupe autour des Anglais, et la tendance fédéraliste soutenue par les Continentaux. On peut dire aujourd'hui que la tendance fédéraliste s'est de plus en plus imposée à l'intérieur de la Communauté comme dans d'autres organisations, tendance fédéraliste qui a été surtout prônée par des personnalités telles que Denis de Rougemont, Robert Schuman ou Jean Monnet qui tous, par des voies différentes, préconisaient la création d'une fédération européenne. Le fédéralisme européen tel est au fond le thème central autour duquel je voudrais développer mon intervention dont deux points principaux vont retenir mon attention. La première partie portera sur quelques constats au sujet des conflits, et notamment du conflit en Yougoslavie, et la deuxième partie concernera quelques suggestions ou réflexions sur les possibilités d'avenir et peut-être des orientations d'avenir que devrait promouvoir le Mouvement Européen.

Il y a un lieu commun selon lequel nous avons d'un côté l'union et de l'autre côté la désunion, l'intégration à l'Ouest face à la désintégration à l'Est. Je crois que c'est une image simpliste. Nous sommes en réalité devant deux vases communicants. Je suis convaincu que ce qui se passera en Europe de l'Est, en particulier dans les pays qui nous entourent, aura une répercussion très profonde sur la Communauté. Nous avons été témoins de certaines tentations géo-politiques qui se sont manifestées de ci et de là et notamment de la part de l'Allemagne. Donc les deux Europes sont en fait dans des transitions: la partie de l'Est dans une transition fondamentale difficile, tandis que l'autre cherche son unité monétaire et son unité politique. Ainsi que l'a souligné le chancelier Schmidt, l'Union monétaire est un élément essentiel mais il a aussi rappelé qu'il faut absolument que l'Allemagne soit intégrée profondément dans l'union politique. Grande puissance de nouveau renaissante, cette Allemagne doit être entièrement intégrée avec les autres pays de la Communauté malgré ses quelques velléités occasionnelles de politiques divergentes comme à propos de la crise yougoslave. De l'autre côté, à l'Est, nous sommes en présence de la double transition à l'économie

de marché et à la démocratie. Mais n'oublions pas qu'un vote ne fait pas la démocratie. Dans la formation des sociétés démocratiques il est essentiel que les comportements et les valeurs démocratiques soient à la base des institutions démocratiques, c'est une première constatation. Deuxièmement, la renaissance de la nation, de la volonté d'identité nationale, de l'Etat-Nation devient presque une obsession. Mais n'oublions pas que ce retour du nationalisme se déroule sur un fond de crise économique dans des structures empreintes des mentalités de l'ancien régime. Ne soyons pas naïfs, nous le savons tous, les anciennes structures sont encore là et elles ne vont pas disparaître d'un jour à l'autre, de même que pour la plupart des hommes qui détiennent le pouvoir sont encore les hommes qui ont gouverné pendant plusieurs années des Etats à régime communiste. La nomenklatura ne s'est pas évanouie d'un coup de vote. C'est un fait, je crois, dont il faut tenir compte.

Le deuxième point fondamental qui m'amène à parler de l'essentiel, c'est l'Etat-Nation. N'oublions pas qu'au Congrès de la Haye et tout au long de l'activité du Mouvement Européen c'est l'Etat-Nation que, si nous ne l'avons pas toujours combattu, nous avons essayé de le dépasser, de l'intégrer dans un ensemble communautaire. Cet Etat-Nation, qui aujourd'hui se profile, semble porteur de liberté. Or, si j'observe la réalité, dans certains cas et en particulier en Yougoslavie, j'estime que nous sommes loin d'une garantie de liberté dans ces Etats-Nations futurs qui sont en train de se créer en Yougoslavie et qui sont à la base du conflit actuel. D'abord en raison d'un faux débat, un refus de la fédération. Mais cette fédération n'a jamais existé en Yougoslavie. La Yougoslavie n'était qu'une fausse fédération – comme l'Union Soviétique – avec un parti unique qui était à la base de cette "fédération centralisée". On est bien loin de ce que nous appelons fédération. De surcroît le nationalisme renaissant est un nationalisme qui s'oppose aux valeurs fondamentales de l'Union européenne. C'est un nationalisme qui mobilise les esprits contre les autres, c'est un nationalisme intolérant, un nationalisme parfois même oppressif.

D'ailleurs le problème des minorités, qui est soulevé de temps en temps ici, se pose partout. Si on pense aujourd'hui surtout à la Croatie et à la Serbie, il ne faut pas oublier que ce n'est que le maillon central d'une chaîne de minorités et de fortes minorités en Bosnie-Herzégovine, en Macédoine. De plus, un mélange de populations et des minorités existe dans tous les pays voisins de la Yougoslavie sauf exception. Les minorités ne sont pas toujours groupées dans des régions homogènes. Souvent des membres des minorités sont mélangés à des majorités. Des mélanges de populations qui, à mon avis, ne peuvent trouver de solutions que dans un système qui les engage dans une communauté plus large et sur une base fédérale. Ces minorités et

ces interpénétrations de populations qui existent en Croatie sont au fond le principal élément du conflit. La mobilisation des uns comme des autres, en Croatie comme en Serbie, les heurts des uns contre les autres, la guerre, tout ceci va à l'encontre de ce que nous avons préconisé pendant des années, des principes et de l'action du Mouvement Européen. De surcroît, cet engrenage infernal déchaîné en Yougoslavie peut entraîner les régimes partout autour. Cet engrenage peut parfaitement se propager dans les pays voisins et au-delà dans l'Europe de l'Ouest. Faut-il rappeler qu'une carte des ethnies a été publiée par le mouvement basque et largement diffusée afin de stimuler le réveil des ethnies, des régions ethniques?

Or, partout dans ces pays, il est pratiquement impossible de tracer des frontières claires entre les Nations et les ethnies. L'Etat national dans le sens plein du terme, ne peut pas être rétabli raisonnablement dans aucun de ces pays, car partout des minorités sont implantées d'un côté ou de l'autre des frontières. Le débat porte sur la reconnaissance des Etats, la création des Etats-Nations, notamment slovène, croate, serbe, etc., alors que nous avons encore en mémoire le prix de la création des Etats-Nations. L'histoire passée et présente nous enseigne que cet Etat-Nation ne garantit automatiquement ni la liberté, ni la démocratie à l'intérieur de lui-même. Au contraire, nous observons qu'une centralisation se produit aujourd'hui dans les Républiques yougoslaves grâce à ce mouvement national renaissant et qui menace précisément leurs minorités. Car le nationalisme tel que nous l'avons connu autrefois en Allemagne et dans d'autres régions de l'Europe n'est pas nécessairement libérateur, il est souvent oppresseur et je crois qu'en ce moment nous risquons de voir les nouveaux nationalismes s'orienter dans ce sens.

En deuxième lieu, je voudrais dire quelques mots du cadre dans lequel on pourrait aborder ces problèmes et présenter quelques suggestions. D'abord, comme on l'a dit, il ne faut pas oublier que lorsque les Américains ont aidé l'Europe occidentale en l'incitant à s'unir, ils ne l'ont pas seulement fait sur le plan de la sécurité économique; ils ont assuré en même temps une sécurité générale en créant l'OTAN. Ils ont aussi aidé le Mouvement Européen et, ne l'oublions pas, ils ont formé plus de 15.000 jeunes Allemands aux Etats-Unis à cette époque-là. Voilà des objectifs, des tâches qu'on peut se proposer pour une action cohérente en faveur des pays de l'Europe de l'Est.

Deuxièmement, je pense qu'il est urgent de revenir aux principes fondamentaux du fédéralisme qui sont totalement délaissés et en particulier combattus dans les faits et dans les priorités de plusieurs de ces pays. En effet, on a l'impression que dans certains de ces pays l'identité nationale, érigée en valeur première, ne peut exister, ne peut s'affirmer que contre une autre identité nationale. Nous avons constaté que dans la Communauté et

dans d'autres organisations en Europe occidentale, l'identité nationale peut trouver son affirmation dans un ensemble qu'il soit communautaire ou autre. En regard de la Yougoslavie, le problème urgent et vital est évidemment la restauration de la paix et de la sécurité. Si la sécurité n'est pas assurée par une garantie et une participation active de l'extérieur il est impossible de penser au désarmement, soit des ensembles nationaux, soit des minorités qui se sont armées, soit des unités paramilitaires de volontaires ou de mercenaires. Tout le monde ou presque est actuellement armé en Yougoslavie, partout, à Belgrade, à Zagreb, en Slovénie et sans oublier d'autres régions yougoslaves. Or, il faut bien le dire, les peuples yougoslaves ne sont pas des Suisses, ils ont des armes et ils les utilisent, alors qu'en Suisse chaque citoyen a son arme et, Dieu merci, il ne l'utilise pas. Une circonstance aggravante: ces peuples sont enfermés dans le nationalisme clos qui les isole. Il y existe une ambiance d'enfermement, alors que nous sommes à l'Ouest en plein état de communication en Europe. Cet enfermement empêche que se noue un véritable dialogue avec les partis d'opposition. Le dialogue se poursuit avec des représentants officiels des gouvernements, avec la majorité, mais très peu avec l'opposition. Or celle-ci existe, elle est faible pour l'instant dans plusieurs régions mais elle est porteuse d'avenir. Car dans cette opposition se développeront fort probablement aussi bien en Croatie qu'en Serbie, des forces démocratiques réelles et authentiques. Le Mouvement Européen, la Communauté, le Conseil de l'Europe devraient chercher à élargir et à diversifier leurs contacts et leurs réseaux de collaboration. Qui dialogue avec les hommes qui ont la charge de l'économie et du social? On a oublié les responsables de ces secteurs. La priorité est donnée au nationalisme qui est un fléau, j'en suis convaincu, dans ces régions du monde et dans sa forme actuelle excessive et agressive. Or, on ne vit pas uniquement du nationalisme. Un beau jour, ces peuples vont revenir à une certaine raison, vont se reposer des questions économiques et de subsistance quotidienne, de survie, et, à ce moment-là, ils constateront le désastre auquel ils se sont livrés, que cette guerre qu'ils ont menée est une guerre pour rien. C'est une guerre catastrophique, destructrice et rien d'autre.

Que faire et comment dans ce cas-là? Au-delà du souci premier du rétablissement de la paix, il est nécessaire de reconstruire la paix et l'avenir. A cette fin, il est urgent d'approfondir les relations avec les uns et les autres, de les amener à l'extérieur, de les faire sortir de leur milieu guerrier et de leur nationalisme étroit dont ils sont prisonniers. Ces peuples yougoslaves à l'instar de tous les peuples de l'Est rêvent d'un avenir européen et se tournent vers la Communauté. Pourquoi ne pas leur suggérer, dès maintenant entre autres, d'introduire l'acquis communautaire chez eux. C'est évidemment une oeuvre à plus longue échéance, mais c'est un effort qui doit être entrepris dès à

présent, il doit être entrepris non seulement dans les Républiques yougoslaves, mais partout en Europe de l'Est, car de cette façon il sera possible d'assurer une harmonie et une compatibilité entre les législations et les structures futures de ces pays, tout en les préparant à l'adhésion à la Communauté.

Un autre aspect concerne cette fois-ci l'Europe de l'Est. La critique que j'adresse à la Communauté c'est de poursuivre principalement une politique d'association bilatérale avec ces pays-là. C'est une erreur, c'est diviser pour régner. C'est une erreur car de cette façon on affaiblit les structures et les tissus profonds qui relient ces pays de l'Est. Les efforts d'une politique cohérente devraient viser à reconstituer, à encourager ces pays à rétablir, les sept pays les plus riches du monde viennent de le recommander, les liens qui les unissaient traditionnellement. En outre, certains pays de l'Est moins avancés sont tenus à l'écart par la politique communautaire; or je crois qu'il faut absolument donner une chance à ces retardataires de se rapprocher de la Communauté de manière graduelle. Ainsi évitera-t-on la rivalité entre pays qui se pressent à la porte de la Communauté. Enfin, en les incitant à s'unir tout en se rapprochant de la Communauté, on peut précisément leur imposer certaines conditions de sécurité dont il a été question. Créer une ambiance de sécurité est indispensable. Mais cette ambiance de sécurité ne peut pas être créée sans garantie très efficace pour les différentes minorités, sans contrôle général du désarmement. A l'évidence une telle politique ne peut être mise en oeuvre qu'avec la participation extérieure de la Communauté notamment. En tout cas c'est une condition nécessaire pour la solution de la crise yougoslave. A titre d'exemple, des instruments efficaces quadrillant le pays devraient fonctionner avec la participation directe de la Communauté afin de garantir la protection effective des minorités et des membres individuels de ces minorités.

Quelle est la leçon que l'on peut tirer dès à présent de tout ceci? C'est que la Communauté actuelle n'est pas à la hauteur des graves problèmes surtout en Yougoslavie mais aussi en Europe de l'Est. C'est un constat qui a été fait à plusieurs reprises. Premièrement, les institutions existantes sont insuffisantes. Ainsi le Conseil des Ministres des Affaires Etrangères et sa troïka, malgré leurs efforts, ne sont pas des instruments capables d'assurer la continuité et la cohérence de l'action. M'étant rendu dans quelques pays de la Communauté à propos de la crise, yougoslave, j'ai pu constater que ceux qui sont précisément chargés de la troïka éprouvent des difficultés à connaître la situation réelle. De plus, dans ces circonstances de crise, la troïka était composée d'abord de deux, puis de trois petits pays. De ce fait, il y avait souvent des influences divergentes des "grands". La crise yougoslave, la transition en Europe de l'Est, sont autant d'épreuves pour une Communauté inachevée et adolescente. D'où la question de savoir où se trouve le réel centre de gravité et de pouvoir dans la Communauté qui lui permette de peser de toute son autorité. Quand

il s'agit de politique de sécurité, de politique extérieure ou de problèmes graves comme ceux soulevés par des crises graves, le pouvoir essentiel réside évidemment dans le Conseil Européen. Dans cette épreuve, il a été relativement timide et s'il a donné quelques orientations, il n'y a pas eu de suivi. De même, on a constaté le rôle effacé de la Commission Européenne. Même son Président ne s'est exprimé que périodiquement et le plus souvent sur les aspects économiques. Je crois que le constat d'une certaine incapacité politique s'impose. Mais en même temps on perçoit mieux ce que l'on devrait faire à l'avenir.

Que peut-on donc proposer? Pour ma part, je pense que si l'on analyse la situation, si l'on se situe dans une perspective fédéraliste sans prétendre créer d'un jour à l'autre une Communauté fédérale complète, il faut d'abord admettre que l'exécutif communautaire doit être bicéphale: d'une part une sorte de présidence qui sera le Conseil Européen assisté des Conseils des Ministres et, d'autre part, un gouvernement qui sera la Commission. C'est la seule façon d'assurer à l'avenir la continuité d'une action qui devra être une action politique et globale, permettant de gouverner, donc de prévoir plutôt que de réagir aux événements de manière ponctuelle comme c'est le cas à présent. Mais que faire au niveau législatif? A mon avis, il faut prévoir une double représentation: un parlement tel qu'il existe, mais renforcé, et une sorte de sénat où seraient représentés non seulement les Etats, mais également les régions. En effet, les régions s'affirment partout sous la forme des minorités qui donnent lieu parfois à des conflits entre les ethnies qui n'épargnent pas même l'Europe occidentale; mais elles se profilent aussi sous la forme de régions économiques et fonctionnelles, culturelles ou linguistiques. Dès lors, les régions ont besoin d'être présentées directement dans le processus communautaire. Enfin, ce noyau initial d'une Communauté fédérale devra être complété par une sorte de fédéralisme d'association, non pas par des accords d'association bilatéraux, mais par une nouvelle forme politique d'association avec les pays de l'Est.

Il faut commencer dès à présent par le politique et le culturel, car on mettra longtemps avant de pouvoir les intégrer à la Communauté Economique à proprement parler. Beaucoup trop longtemps alors que l'urgence fondamentale, c'est la sécurité, c'est l'association politique ainsi que leur formation aux principes du fédéralisme européen. C'est là la tâche principale du Mouvement Européen qui ne doit pas suivre l'exemple ni de la Communauté, ni de l'OTAN, ni d'aucune organisation, qui doit si possible les précéder en dessinant des objectifs et des grandes orientations inspirées des principes du fédéralisme dont la diffusion et la promotion doivent être assumées par les sections nationales du Mouvement Européen tant à l'Ouest qu'à l'Est de l'Europe. C'est ainsi que l'on pourra construire une Europe

unie et diverse, une fédération européenne à plusieurs dimensions fondée sur la participation des nations, des régions et des peuples européens. C'est le défi auquel le Mouvement Européen doit répondre. Voilà mon souhait le plus cher.



Inhalt

	<i>Seite</i>
<i>Jozsef Antall</i>	
Prime Minister of the Republic of Hungary	13
<i>Domokos Kosary</i>	
President of the Hungarian Council of the European Movement, President of the Hungarian Academy of Science	19
<i>Franz Vranitzky</i>	
Federal Chancellor of Austria	20
<i>Fürst zu Schwarzenberg</i>	
Chancellor of the President of the Czech and Slovak Republic . .	26
<i>Andrzej Wielowieyski</i>	
Vice-President of the Polish Senate	30
<i>Jean François-Poncet</i>	
President of the Commission for Economic Affairs of the French Senate	34
<i>Tom Sackville MP</i>	
Lord Commissioner of Her Majesty's Treasury, on behalf of the Government of the United Kingdom	37
<i>Alain Lamassoure</i>	
Member of the European Parliament	41
<i>Emile Noël</i>	
President of the European University Institute in Florence	44
<i>John Pinder</i>	
Vice-President of the European Movement	46
<i>Beatrice Rangoni-Machiavelli</i>	
Member of the Economic and Social Committee of the European Communities	48
<i>Peter Schieder</i>	
Austrian member of the Parliamentary Assembly of the Council of Europe	50
<i>Wolfgang Wessels</i>	
Director of the "Institut für Europäische Politik", Bonn	52
<i>Helmut Schmidt</i>	
Former Chancellor of the Federal Republic of Germany	55
<i>Ferenc Rabar</i>	
Professor at the Department of Agricultural Economics of the Budapest University of Economic Science	66

<i>Axel Iveroth</i>	
President of the Swedish Committee of the European League for Economic Cooperation (ELEC), President of the Environment Commission of ELEC	70
<i>Robert de Bauw</i>	
Principal Counsellor at the General Directorate for Energy of the Commission of the European Communities	78
<i>Josef Vavrousek</i>	
Federal Minister for Environment of the Czech and Slovak Republic	89
<i>Domokos Kosary</i>	
President of the Hungarian Council of the European Movement, President of the Hungarian Academy of Science	92
<i>Zsuzsa Ferge</i>	
President of the Hungarian Committee of the European Cultural Foundation	99
<i>Maitland Stobart</i>	
Deputy Director of the Directorate of Education, Culture and Sport of the Council of Europe	102
<i>Jacqueline Lastenouse Bury</i>	
Head of the Division "University Information" of the General Directorate X of the Commission of the European Communities	107
<i>Bertalan Andrasfalvy</i>	
Minister of Culture of the Republic of Hungary	114
<i>Gian Piero Orsello</i>	
Vice-President of the European Movement	117
<i>Mario Zagari</i>	
President of the Italian Council of the European Movement	121
<i>Heinrich Schneider</i>	
President of the Academic Board of the "Institut für Europäische Politik", Bonn	125
<i>Christopher Layton</i>	
Federal Trust for Education and Research, London	133
<i>Amedeo de Franchis</i>	
Deputy Secretary General of NATO	139
<i>Dusan Sidjanski</i>	
Professor at the University of Geneva and at the University Institute for European Studies	142
<i>Georges Vassiliou</i>	
President of the Republic of Cyprus	149

<i>Ursula Seiler-Albring MP</i>	
Minister of State at the Ministry of Foreign Affairs of the Federal Republic of Germany	152
<i>Catherine Lalumière</i>	
Secretary General of the Council of Europe	155
<i>Ruud Lubbers</i>	
Prime Minister of the Netherlands	160
<i>Hans Peters</i>	
Vice-President of the European Parliament	167
<i>David Williamson</i>	
Secretary General of the Commission of the European Communities	171
<i>Georg Reisch</i>	
Secretary General of the European Free-Trade Association	173
<i>Gerald Hinteregger</i>	
Executive Secretary of the Economic Commission for Europe of the United Nations	177
Botschaft an alle Europäer	182
Appeal to the Citizens of all Europe	184
Appel aux Citoyens de toute l'Europe	186
List of participants – Liste des participants – Teilnehmerliste	189
Bildnachweis	203

UNITING ALL EUROPE

Europäische Bewegung
European Movement
Mouvement Européen



Europa-Kongreß • Congress of Europe • Congrès de l'Europe
Budapest
27. / 28. 09. 1991